

FELIX CRISIS : UNE OCCASION DE REPENSER LES CHOIX STRATÉGIQUES.

La crise économique et financière et la montée des déficits publics vont entraîner des mesures rudes de contraction de la dépense publique, donc des budgets militaires. Et déjà des voix s'élèvent pour assurer qu'il ne faut rien changer aux options mises en avant depuis le livre blanc de 2008ⁱ. C'est précisément ce qu'il convient de discuter. *Le débat stratégique* depuis deux ans n'a pas manqué d'analyser les orientations de ce livre blanc et les problèmes qu'elles comportent.ⁱⁱ Mais la conjoncture donne peut-être l'occasion de mettre en lumière les points principaux d'achoppement de ce cours nouveau.

DISPENDIEUSE OTAN

La réintégration dans toutes les instances de l'OTAN pose des problèmes stratégiques dont on a déjà débattu. Mais elle pose aussi des problèmes économiques, en particulier la pression d'ensemble pour la préservation des budgets : le secrétaire général l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, exhorte ainsi les pays membres à "couper de la graisse mais pas du muscle" dans les budgets de la défenseⁱⁱⁱ, précisant « Au lieu de chercher à tout prix à épargner, nous devons préserver notre capacité à prévenir les attaques menées contre nous et à mener des opérations essentielles ». Mais l'objectif de dépenser plus de 2% du PIB dans la défense, qui n'est à l'heure actuelle respecté que par cinq pays de l'alliance^{iv} apparaît de plus en plus hors d'atteinte.

En outre l'équilibre financier de l'OTAN n'est pas assuré avec un déficit du budget 2010 de 640 millions d'euros.^v Le fonctionnement budgétaire est loin d'être transparent avec trois budgets en financement commun : le budget civil (coûts de fonctionnement du siège) le budget militaire, (coûts de fonctionnement de la structure de commandement militaire intégrée)^{vi} et le Programme OTAN d'investissement au service de la sécurité. De plus, le poids des opérations militaires s'est envolé : plus de 1 milliard d'euros pour le

seul Afghanistan en 2010. Cette augmentation pèsera sur les dépenses françaises, dont la participation au budget de l'alliance est de 12,4%.

L'autre volet de l'aspect économique est le coût de la réintégration dans les organes de l'OTAN : la présence française va passer de 161 personnes à 1200, le soutien passant de 81 à 130 personnes. Les estimations de l'Etat-major évaluent le surcoût à 100 millions d'euros en année pleine et au total à 650 millions d'euros pour la période 2010-2015.^{vii} A cela il faut encore ajouter 93 millions d'euros de contribution pour la construction du nouveau siège de l'OTAN à Bruxelles.^{viii} C'est dire que la facture est loin d'être négligeable. Surtout si l'on tient compte des engagements qui vont avec, notamment de la présence en Afghanistan dont le surcoût, pour la France, devrait dépasser 400 millions d'euros pour l'exercice 2010.

L'ENGRENAGE DE LA TECHNOLOGIE.

Ces charges financières ne sont pas les seules conséquences de l'alignement dans l'OTAN. Un autre aspect qui doit être souligné est la prédominance de la compétition technologique à l'intérieur même de l'alliance : comme le note une publication récente de l'OTAN : « Certaines forces européennes se plaignent de la qualité inférieure de leurs radios, de leurs armes et de leurs véhicules blindés de transport de troupes, entre autres, par rapport au matériel américain »^{ix}. Le problème posé ici n'est pas seulement celui de l'interopérabilité, mais bien celui du niveau technologique comparé des matériels. Or, on le sait, la spirale technologique se fait à des coûts croissants exponentiellement : la dérive des prix des matériels d'armement est la traduction financière de ce mécanisme et cet alignement sur le rythme américain est difficilement supportable pour les budgets européens, surtout si on tient compte des données

américaines récentes sur ce sujet :

Le coût total du programme de navire de débarquement (Littoral combat ship) a presque quadruplé en cinq ans (de 1,3 à 5,1 milliards de dollars). Le mouvement est semblable (une multiplication par 3,5) pour le drone multirôle ER-MP passé de 1 à 3,5 milliards en quatre ans, pour la munition Excalibur (de 0,7 à 2,5 en douze ans), triplement en onze ans pour le missile JASSM (de 1,9 à 5,8), renchérissement de l'ordre du doublement pour le global Hack (de 4,5 à 9,9), pour les satellites militaires AEHF (de 5,4 à 10,4), pour le véhicule de combat EFV (de 7,7 à 14,3). On observe encore environ 40% d'augmentation du coût total pour le programme de sous-marins SSN 774 (de 57,4 à 81,3 milliards de dollars), pour l'avion de surveillance Hawkeye E-2D advanced (de 12,8 à 17,6) ou pour le programme d'avions de combat F-35 (de 180 à 247). Et si le coût total du programme de chasseur F22 raptor a baissé de 13% (de 75,4 à 65,4 milliards) c'est seulement parce les quantités commandées ont diminuées des trois quarts (de 648 à 183 appareils), faisant bondir le coût unitaire de 116 à 361 millions de dollars.

La même explosion des coûts unitaires, liées à la réduction de cible des programmes se constate pour la munition excalibur (commandes divisées par six de 200 000 à 30544), pour le véhicule de combat EFV (de 7,6 millions de dollars l'unité à 24), pour le global Hawk (de 73 à 183 millions de dollars), pour le convertible V22 (de 37 à 93 millions de dollars l'unité avec des commandes réduites de 913 à 458), pour les satellites AEHF (de 1,1 à 2,6 milliards de dollars le système), pour les navires de débarquement (de 331 à 730 millions de dollars), pour le F35 (de 63 à 101 millions de dollars pour des commandes américaines réduites de 2866 à 2443).

Ces rythmes d'augmentation sont évidemment fort difficiles à supporter. C'est une raison supplémentaire pour dissocier les choix technologiques (donc stratégiques) européens des priorités américaines. Pour la France, plutôt que d'investir dans des matériels spécifiquement destinés à des interventions du type Afghanistan, il serait plus pertinent de donner la priorité aux matériels navals et aéronavals permettant d'assurer la présence dans les onze millions de kilomètres carrés de son espace maritime et de conforter ainsi la sécurité des voies de communication océanes.

JEAN-PAUL HÉBERT

ⁱ Voir F. Heisbourg, *Le monde*, 22 juin 2010

ⁱⁱ Voir DS 95, 98, 102, 103, 104

ⁱⁱⁱ Xinhua 11 juin 2010

^{iv} Dont l'Albanie ...

^v Voir *le monde* du 11 juin 2010 page 6

^{vi} Et les réseaux OTAN de télécommunications et de défense aérienne

^{vii} Voir Louis Giscard d'Estaing, *Budget opérationnel de la défense*, Assemblée nationale, doc. N°1697, annexe 11, 14 octobre 2009, pages 10-12

^{viii} *Libération* 29 juin 2010

^{ix} Derek Braddon , « Qu'est-ce que l'avenir nous réserve ? La défense, les budgets et la crise financière », *Nouvelles de l'OTAN*, 4/2009

Le débat stratégique

CIRPES

54, boulevard Raspail - 75006 Paris

Internet: www.cirpes.net

Courriel: cirpes@ehess.fr

Directeur de la publication: Alain Joxe

**Comité de rédaction: Alain Joxe, Thierry Allemand, Elisabeth Allès, Ben Cramer,
Jean-Paul Hébert, Ugur Kaya**

Secrétariat de rédaction:

Jean-Paul Hébert

Abonnement: (6 numéros par an): 40 euros

Abonnement de soutien: 150 euros

commission paritaire: N° 73649

issn: 1167 2633

imprimé par nos soins